



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique

Déclaration de Cotonou sur la démocratie, l'État de droit et le respect des principes constitutionnels en Afrique.

Cotonou, le 26 janvier 2023

Du 23 au 26 janvier 2023, s'est tenue à Cotonou, l'Assemblée générale de Tournons La Page (TLP). Cet événement important dans la vie de TLP a vu la participation d'une centaine d'acteurs venus d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et du Moyen Orient dont les représentant.e.s des coalitions nationales de TLP, les représentant.e.s de coalitions aspirant à l'adhésion, des organisations partenaires ainsi que des représentants de partenaires techniques et financiers.

Au terme de cet événement, nous, membres de l'Assemblée générale de Tournons La Page, déclarons ce qui suit :

1. De prime abord, nous remercions chaleureusement tous les partenaires techniques et financiers, le secrétariat international ainsi que toutes les personnes ayant contribué à la tenue et la réussite de cette rencontre. Nous remercions de manière particulière les autorités béninoises pour l'accueil hospitalier qui a été réservé aux différent.e.s délégué.e.s.
2. Nous regrettons que dans de nombreux pays représentés, il persiste d'énormes défis quant à l'alternance démocratique, l'État de droit, le respect des principes constitutionnels et des droits humains. Les réflexes dictatoriaux et répressifs, les pratiques d'exclusion et de mauvaise gouvernance, les fraudes électorales, l'oppression contre les membres de TLP ainsi que des acteurs pro-démocratie, les coups d'État militaires et constitutionnels, le terrorisme et les conflits armés sont des maux qui minent nos pays et qui constituent des handicaps sérieux à l'éclosion d'une véritable démocratie ;
3. Nous condamnons la restriction grandissante de l'espace civique et toutes les conséquences que cette situation comporte sur la vie des citoyens. Ainsi, nous condamnons avec énergie l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires que subissent nos collègues Ibrahima DIALLO, Oumar SYLLA et Mamadou Billo BAH en Guinée, Jean Rémy YAMA au Gabon, Prince FADEL au Togo et Floriane IRANGABIYE au Burundi arrêtés pour leur travail de veille citoyenne et de dénonciation des violations. Nous demandons unanimement leur libération inconditionnelle et nous réaffirmons notre plein soutien à leur égard. Ces pratiques dissuasives et répressives initiées par certains gouvernements ne vont ni nous décourager, ni nous empêcher de continuer notre



TOURNONS LA PAGE

Pour l'alternance démocratique
en Afrique

lutte citoyenne en faveur de la démocratie, l'État de droit, le respect des principes constitutionnels ainsi que l'égalité des citoyens devant la loi.

4. Dans de nombreux pays, les citoyens ne sont pas égaux devant la loi. Des pratiques de discrimination basées sur l'appartenance politique sont devenues monnaie courante et créent des frustrations de toutes sortes. L'instrumentalisation de la justice est telle que cette dernière est devenue un outil de répression, assujettie à la volonté du pouvoir exécutif au lieu d'être un pouvoir qui protège les citoyens.
5. Nous constatons avec regret que certains chefs d'État en exercice ont déjà exprimé leurs prétentions de se maintenir au pouvoir en violation des principes constitutionnels en rapport avec la limitation des mandats présidentiels, des pratiques qui mettent en péril la stabilité des pays ainsi les acquis de la démocratie tout en hypothéquant l'avenir de la jeunesse de leurs pays ;
6. Nous sommes conscients du rôle central des femmes et de la jeunesse au sein des différents pays. En vue de pérenniser le réseau TLP et de le rendre en adéquation avec les réalités de nos contextes d'actions, nous nous engageons à l'inclusion progressive et effective des jeunes et des femmes dans toutes ses structures et plus particulièrement dans les instances de prise de décision ;
7. Nous sommes heureux et fiers d'accueillir les nouvelles coalitions de Tournons La Page au Bénin, au Malawi, au Mali et en Ouganda. Nous souhaitons la bienvenue à ces nouvelles coalitions qui ont fait le choix de rejoindre notre réseau, nous sommes convaincus que leur adhésion renforcera TLP et vice-versa ;

De tout ce qui précède :

- A. TLP renouvelle ses engagements en faveur de la démocratie, le respect des principes constitutionnels sur la limitation des mandats présidentiels, l'État de droit, l'égalité de tous devant la loi et l'ouverture de l'espace civique ;**
- B. TLP demande aux gouvernements burundais, gabonais, guinéen et togolais de libérer nos collègues Floriane IRANGABIYE, Jean Rémy YAMA, Ibrahima DIALLO, Oumar SYLLA, Mamadou Billo BAH et Prince FADEL qui croupissent en prison, poursuivis pour leur travail de défense des droits humains et de la démocratie ;**
- C. Nous appelons à tous les dirigeants africains de cesser les violences d'état contre les citoyens, les défenseurs de droits humains, les acteurs pro-démocratie et d'ouvrir l'espace civique en vue de garantir la stabilité sociale et l'épanouissement des populations.**
- D. One Two and No more : Pas de Démocratie sans alternance**